

NATIONS UNIES
CONSEIL
DE TUTELLE



Distr.
GENERALE

T/C.2/SR.536
2 juin 1960

ORIGINAL : FRANCAIS

COMITE PERMANENT DES PETITIONS

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA CINQ CENT TRENTE-SIXIEME SEANCE

Tenue au Siège, à New-York,
le vendredi 29 avril 1960, à 10 h. 45.

SOMMAIRE

- Examen de pétitions concernant le Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique (T/PET.10/30 et Add.1, T/PET.10/31; document de travail T/C.2/L.414 et Add.1)

PRESENTS

<u>Président</u> :	M. RASGOTRA	Inde
<u>Membres</u> :	M. BAL	Belgique
	M. YIN	Chine
	M. BACON	Etats-Unis d'Amérique
	M. CASTON	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
	M. ANTONOV	Union des Républiques socialistes soviétiques
<u>Egalement présent</u> :	M. NUCKER	Représentant spécial de l'Autorité administrante pour le Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique
<u>Secrétaire</u> :	M. CHACKO	Secrétaire du Comité

EXAMEN DE PETITIONS CONCERNANT LE TERRITOIRE SOUS TUTELLE DES ILES DU PACIFIQUE
(T/PET.10/30 et Add.1, T/PET.10/31; document de travail T/C.2/L.414 et Add.1)

Le PRESIDENT invite le Comité à examiner la pétition des représentants Bolkain et Kabua (T/PET.10/30 et Add.1, T/C.2/L.414). Il dit que le Comité devra tenir compte, dans l'examen de cette pétition, des déclarations qui ont été faites au Conseil de tutelle par les représentants, le Représentant spécial et les pétitionnaires.

M. ANTONOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) souligne que les déclarations que les pétitionnaires ont faites au Conseil de tutelle sur la question dont le Comité est saisi constituent en fait des pétitions orales qui débordent le cadre d'un simple litige foncier, car elles ont trait à la façon dont l'Autorité administrante applique le régime de tutelle et elles intéressent le Territoire tout entier. Il semble donc que le Conseil de tutelle soit seul habilité à discuter de questions générales de cet ordre et à prendre des décisions à leur égard.

Sur l'invitation du Président, M. Bolkain et M. Kabua prennent place à la table du Comité.

M. ANTONOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) demande si l'Autorité administrante est en mesure de donner satisfaction aux pétitionnaires en ce qui concerne la question du bail, si elle peut indiquer la durée du bail prévu et dire dans combien de temps les terres seront restituées à leurs propriétaires.

M. NUCKER (Représentant spécial) estime qu'il n'y a pas lieu de payer des loyers annuels aux propriétaires. Si l'on réglait la question de cette façon, non seulement on n'agirait pas équitablement, mais encore on créerait pour l'avenir des problèmes considérables.

M. ANTONOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) croit comprendre que l'Autorité administrante n'est disposée ni à fixer un loyer ni à payer pour l'utilisation des terres durant les années passées, mais qu'elle serait prête à verser aux intéressés une indemnité payable en une seule fois. Les pétitionnaires estiment-ils que c'est là une solution satisfaisante?

M. KABUA dit que les personnes qu'il représente s'opposent absolument à cette solution et qu'elles ont refusé d'accepter une indemnité globale.

/...

M. ANTONOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) estime qu'en tout état de cause, c'est aux autochtones qu'il appartient de décider; ils doivent pouvoir disposer de leurs terres comme ils l'entendent et notamment fixer le prix qu'ils veulent en tirer et les conditions du bail. Toute autre solution reviendrait à leur enlever leurs terres illégalement.

Considérant que l'Autorité administrante ne semble pas disposée à modifier son attitude sur ce point, la délégation soviétique pense que le Comité devrait recommander au Conseil de tutelle d'inviter l'Autorité administrante à régler la question au mieux des intérêts des pétitionnaires et à fixer une indemnité qui donne satisfaction aux intéressés. Si l'Autorité administrante ne peut satisfaire à ces conditions, il semblerait logique qu'elle restitue les terres à leurs propriétaires, ce qui serait la meilleure façon de résoudre le litige en respectant les principes inscrits dans la Charte.

M. CASTON (Royaume-Uni) estime que le problème est plus simple que le représentant de l'Union soviétique ne le pense. L'Autorité administrante ne se refuse pas à payer un loyer, mais elle estime que dans le cas considéré cette solution ne serait pas satisfaisante du point de vue pratique. Si les propriétaires des terres en litige pouvaient prouver le contraire, l'Autorité administrante serait prête à se rendre à leurs arguments. Toutefois, il est peu vraisemblable qu'ils y parviennent car cette solution n'est sans doute pas la plus favorable aux intérêts des pétitionnaires, même à longue échéance.

De l'avis de M. Caston, la solution serait que l'Autorité administrante et les propriétaires des terres en litige poursuivent leurs négociations et se mettent d'accord sur le paiement, soit d'une indemnité globale, soit d'un loyer annuel. Il appartient aux propriétaires intéressés de faire des propositions sur la façon dont les paiements seraient effectués et sur leur montant. Or ce sont des points sur lesquels ils n'ont jamais fait connaître leur opinion jusqu'à présent.

M. NUCKER (Représentant spécial) reprend entièrement à son compte les observations du représentant du Royaume-Uni.

Le représentant de l'Union soviétique a dit que l'indemnité proposée (500 dollars par acre) ne tiendrait pas compte de l'utilisation des terres dans le passé; cette affirmation est inexacte; les terres étaient loin d'atteindre cette

(M. Nucker, Représentant spécial)

valeur à la fin de la guerre et la somme proposée a été fixée en tenant compte du prix de la terre et des intérêts accumulés durant les années écoulées.

Le Représentant spécial aimerait savoir quelle somme les pétitionnaires ont en vue et quelles modalités de paiement ils envisagent. Faute de le savoir, voilà trois ans qu'il est impossible de faire le moindre progrès dans les négociations. Des litiges de ce genre ont déjà été réglés dans diverses parties de la Micronésie; ce qui est inhabituel dans le cas présent, c'est que les intéressés n'ont fait aucune proposition écrite.

Le Représentant spécial regrette que les intéressés n'aient pas jugé bon de soumettre la question aux tribunaux compétents.

M. KABUA souligne qu'en fixant le montant de l'indemnité ou du loyer à payer pour les terres en litige, il ne faut pas perdre de vue l'importance du cocotier dans l'économie des autochtones auxquels il fournit, outre le coprah qu'ils écoulent sur le marché, une très grande variété de produits (boisson, fibres pour la fabrication de tissus et de cordes, etc.). D'autre part, les habitants des îles Marshall divisent traditionnellement la terre en lots de 3 à 6 acres qui peuvent faire vivre de 30 à 50 personnes; elles ont le droit d'édifier leur demeure sur le lot qui leur appartient et d'utiliser tous les produits qu'elles y trouvent; or les propriétaires des terres en litige sont privés de ces avantages et les divers bâtiments et installations gênent l'accès à la côte et réduisent les possibilités de pêche. Les demandes des pétitionnaires sont donc parfaitement fondées.

Quant aux modalités de paiement d'un loyer éventuel, les intéressés pourraient désigner des personnes chargées de recevoir les sommes versées et d'en assurer la répartition entre les propriétaires, ce qui simplifierait les opérations pour l'Autorité administrante.

En fait, ce que les autochtones réclament, ce n'est pas de percevoir des indemnités ou des loyers plus élevés, mais de se voir restituer leurs terres; à défaut, seul le paiement d'un loyer régulier pourrait les satisfaire.

M. Kabua aimerait savoir comment le Représentant spécial est parvenu au chiffre de 500 dollars qu'il a fixé comme montant de l'indemnité afin de pouvoir en informer ses compatriotes.

/...

M. NUCKER (Représentant spécial) croit savoir que la population connaît déjà la réponse à cette question, qui figure, du reste, dans le document présenté au Comité. Le chiffre de 500 dollars a été établi d'après des renseignements fournis à l'Administration par des Micronésiens habitant d'autres régions du Territoire en ce qui concerne la valeur de leurs terres. Cette somme est plus élevée que ce qui est versé ailleurs. C'est ainsi qu'à Guam, M. Kabua ne l'ignore pas, les indemnités versées n'ont jamais dépassé 500 dollars.

Le PRESIDENT désire savoir si M. Kabua peut indiquer quelle somme, même approximative, les habitants des îles Marshall réclament pour le loyer de leurs terres.

M. KABUA déclare qu'ils demandent environ 20 dollars par acre et par mois pour leurs terres, qui sont parmi les meilleures du Territoire. Ce chiffre a été calculé en fonction de la production annuelle de coprah, soit 32 sacs, qui se vend sur le marché mondial à raison de 7 dollars par sac. Ce chiffre est légitime même si l'on déduit le coût de la main-d'oeuvre, peu rémunérée dans le pays. M. Kabua précise, du reste, qu'il s'agit d'une estimation approximative et provisoire.

M. CASTON (Royaume-Uni) est reconnaissant aux pétitionnaires d'avoir fourni ces chiffres, mais il estime que, s'il n'y a pas accord, la seule solution en fin de compte est le recours à un tribunal. En effet, selon lui, les calculs arithmétiques sont assez vains en l'occurrence, car, si l'on considère les chiffres fournis dans les rapports annuels, la production moyenne d'une acre de terre serait de quatre sacs de coprah par an et non de 32 sacs. Les terres en question devraient donc être exceptionnellement riches pour atteindre ce dernier chiffre de production. D'autre part, un loyer calculé en fonction de la production moyenne des terres, soit environ 25 dollars par an, correspondrait à peu près à l'intérêt des 500 dollars offerts par l'Administration.

Quant à l'autre question, celle de la répartition des loyers, le représentant du Royaume-Uni estime que le Comité est fondé à obtenir une réponse plus précise, que M. Kabua doit connaître en sa qualité de représentant de ses concitoyens.

M. KABUA répète que ses calculs sont provisoires. Il précise que dans les chiffres de la production globale sont compris des chiffres qui correspondent

/...

à des terres ruinées par la guerre, où la production de coprah est extrêmement faible. D'autre part, il n'est pas habilité à dire de quelle façon se ferait la répartition du loyer versé par l'Administration entre les habitants. C'est une question qu'ils devront trancher eux-mêmes et qui, jusqu'à présent, ne les a pas souciés, étant donné que leur première préoccupation est d'être payés selon les modalités qui leur conviennent.

M. ANTONOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) estime que les pétitionnaires ont répondu avec la plus grande précision. Le Comité sait désormais ce qu'ils demandent. L'exemple de Guam, évoqué par le Représentant spécial, n'est pas concluant car les propriétaires de Kwajalein sont en droit de demander, sans se référer à aucun précédent, la somme qu'ils désirent, laquelle peut être inférieure ou supérieure à 500 dollars. Néanmoins, ils ont exprimé leur désir d'aboutir à un accord et ont proposé 20 dollars par mois, somme qui semble très raisonnable. Il s'agit maintenant de poursuivre les négociations et de fixer la durée de la location, sans perdre de vue la question de l'indemnité afférente à l'utilisation des terres pendant les années écoulées.

Le représentant de l'URSS estime qu'il n'y a pas lieu, pour les pétitionnaires, de s'adresser à un tribunal; en effet, si la décision du tribunal ne leur est pas favorable et si d'autres pétitions sont présentées, on pourra alléguer qu'elles ne sont pas recevables étant donné que la question a été tranchée par voie de justice.

D'autre part, le Comité ne peut entrer dans le détail de la répartition des versements à effectuer par l'Administration. Cette question est du ressort de la population elle-même. Quant à l'Autorité administrante, elle doit s'inspirer avant tout des intérêts des habitants du Territoire.

M. YIN (Chine) est heureux de constater que l'Autorité administrante n'a pas exclu la possibilité d'un paiement effectué sur une base mensuelle. Toutefois, il estime que le Comité n'est pas en mesure de dire quel genre de règlement doit être effectué et qu'il ne peut être question de chiffres précis. Le représentant de la Chine propose que le Comité recommande à l'Autorité administrante et à la population intéressée d'engager de nouvelles négociations.

M. ANTONOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) demande au Représentant spécial s'il estime que la somme de 20 dollars par acre est acceptable pour des versements mensuels échelonnés.

M. NUCKER (Représentant spécial) estime que cette somme est extrêmement élevée, surtout si l'on considère que l'Administration devrait effectuer sur cette base le versement immédiat d'une indemnité correspondant aux seize années écoulées. Quoi qu'il en soit, le Représentant spécial est heureux que les pétitionnaires lui aient fourni des chiffres précis : c'est en effet la première fois qu'il en est ainsi.

M. ANTONOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) demande au Représentant spécial de préciser les intentions de l'Autorité administrante quant au versement d'une indemnité.

M. NUCKER (Représentant spécial) fait observer que l'Autorité administrante, si elle se pliait aux exigences des habitants des îles Marshall, estimerait mal agir envers les autres Micronésiens qui ont réclamé des indemnités beaucoup moins importantes sans qu'aucune pression ait été exercée sur eux.

M. ANTONOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) se demande s'il doit conclure de cette dernière observation qu'une pression aurait été exercée sur les habitants des îles Marshall.

Ceux-ci sont pourtant tout à fait dans leur droit lorsqu'ils réclament à l'Autorité administrante soit de leur rendre les terres qu'elle leur a prises il y a seize ans, soit de leur verser un loyer. C'est une revendication parfaitement légitime.

M. NUCKER (Représentant spécial) répond que, quoi qu'il en soit, ces demandes ne sont ni aussi raisonnables ni aussi équitables que l'avaient été celles des autres Micronésiens. Il ne faut pas oublier que les terres qui font l'objet du litige avaient d'abord été confisquées par les Japonais et qu'après les avoir reprises aux Japonais les Etats-Unis les ont utilisées pour le bien de la région en général et des habitants des îles Marshall en particulier.

M. Nucker ajoute que ces habitants ne sont soumis à aucune pression et sont parfaitement libres de ne pas accepter l'arrangement que l'Autorité administrante leur propose et de porter l'affaire devant un tribunal.

/...

M. ANTONOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) reconnaît que les terres confisquées ont été utilisées pour le bien général, mais il rappelle que l'époque est maintenant révolue où cette raison pouvait être invoquée.

Le PRESIDENT, parlant en qualité de représentant de l'Inde, exprime l'espoir que la question n'en restera pas au point mort et que les parties parviendront rapidement à un accord.

Reprenant les idées qu'il a déjà esquissées lors d'une précédente séance, M. Rasgotra propose que l'Autorité administrante verse une somme forfaitaire à titre provisoire en attendant que les deux parties s'entendent sur le montant d'un loyer annuel ou mensuel.

M. Rasgotra suggère en outre que le Conseil soit tenu au courant de l'évolution de la situation.

Il propose que le Secrétariat soit chargé de rédiger un projet de résolution qui tienne compte des suggestions des représentants de l'URSS et de la Chine.

M. CASTON (Royaume-Uni) appuie la suggestion du représentant de l'Inde. Il estime cependant que la résolution devrait énumérer tous les moyens possibles de règlement : versement d'une somme forfaitaire par l'Autorité administrante, paiement d'un loyer mensuel ou annuel, ou solutions combinées comme celle que le représentant de l'Inde a proposée.

Enfin, de l'avis de M. Caston, la résolution devrait rappeler qu'en dernier recours les habitants des îles Marshall ont la possibilité de s'adresser aux tribunaux.

M. YIN (Chine) estime lui aussi que la résolution ne devrait laisser de côté aucune des solutions possibles de la question. En revanche, il ne juge ni utile ni souhaitable d'envisager l'éventualité d'un recours aux tribunaux.

Le PRESIDENT, parlant en qualité de représentant de l'Inde, partage cette dernière opinion.

Parlant en qualité de Président, il propose que le Secrétariat soit chargé de rédiger un projet de résolution en tenant compte des observations et suggestions qui ont été faites.

(Assentiment)

/...

Le PRESIDENT invite le Comité à examiner la pétition de la douzième Assemblée législative de Saïpan (T/PET.10/31, T/C.2/L.414 et Add.1), dont l'objet est de demander la réintégration future des îles Mariannes dans le cadre administratif du Territoire de Guam.

M. BACON (Etats-Unis d'Amérique) fait observer qu'il s'agit là d'une question complexe et de grande portée et que l'Autorité administrante ne peut faire autrement que d'inviter la prochaine mission de visite qui se rendra dans le Territoire sous tutelle à faire une enquête sur la nature de la requête et les appuis qu'elle recueille parmi la population.

M. CASTON (Royaume-Uni) partage cette opinion.

Le PRESIDENT, parlant en qualité de représentant de l'Inde, déclare qu'il est encore trop tôt pour que le Comité étudie la question. Le Comité pourrait se borner à attirer sur ce sujet l'attention du Conseil qui prendrait les mesures voulues au moment approprié.

(Assentiment)

La séance est levée à 12 h. 45.